

**ARRÊTÉ DCPAT 2025 N° 417 de mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

SOCIÉTÉ JUSTEAU FRÈRES

**Exploitation d'une carrière, au lieu-dit « Le Moulin Tessier » à Noyant-la-Plaine
sur la commune de Tuffalun - AIOT n°0006306936**

LE PRÉFET DU MAINE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles R.511-9, L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.512-7, L.512-8, L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées définie par l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement ;

Vu l'article L.512-7 du Code de l'environnement (installations soumises à enregistrement) qui dispose notamment : « I. – **Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées** » ;

Vu le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

Vu le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD/BPEF/2016 n°336 du 28 juillet 2016 autorisant la société Justeau Frères, dont le siège social est situé 1 rue Principale à Louresse-Rochemenier (49700) à exploiter une carrière de falun (env.5,3 ha), au lieu-dit « Le Moulin Tessier » à Noyant-la-Plaine sur la commune de Tuffalun ;

Vu l'arrêté préfectoral DIDD2018 n°326 du 03 décembre 2018 modifiant l'autorisation susvisée d'exploitation de la carrière ;

Vu l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (intégration paysagère) susvisé qui dispose notamment : « [...] **La hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans de l'emprise du site n'excède pas 3 m pour limiter l'appel visuel sur le site.** [...] »

Vu l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (plan) qui dispose notamment : « **Un plan d'échelle minimale de 1/1500° de l'exploitation est tenu à la disposition de l'inspection des**

installations classées sur le site. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et doit indiquer explicitement :

- **les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;**
- **l'emplacement des bornes (y compris celles de nivellement) ;**
- **les limites du périmètre sur lequel porte l'extraction de matériaux ;**
- **les bords de fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation (et de remblaiement) ;**
- **les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation sont définis en m NGF, faisant apparaître notamment les cotes de fond de fouille, remblaiement et sommet des stocks ;**
- **la position des ouvrages voisins dont l'intégrité conditionne le respect d'une distance de sécurité et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.[...] »**

Vu l'article 2.4.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (enquête annuelle) qui dispose notamment : « **Chaque année, l'exploitant renseigne le questionnaire relatif à l'activité de la carrière au cours de l'année précédente dans le délai prévu.[...]** »

Vu l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (remise en état) qui dispose notamment : « [...] Sans préjudice des dispositions de l'article 2.4.2.1 du présent arrêté, **les travaux de remise en état sont menés parallèlement à l'avancée de l'exploitation de telle sorte que la surface totale en chantier n'excède pas 1, 1 ha.** En particulier, les opérations de remise en état par remblaiement et de boisement sont progressives et suivent l'avancement de l'exploitation de la carrière avant la fin de l'autorisation. [...] »

Vu l'article 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 (surveillance relative à l'eau) qui dispose notamment : « [...] L'exploitant réalise ensuite une **analyse à l'issue de chaque phase quinquennale d'exploitation** (tous les 5 ans au moins) portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 3.2.5.2 au niveau des eaux présentes dans le piézomètre prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté. L'exploitant effectue également, **une analyse annuelle** des eaux présentes dans cet ouvrage sur les paramètres suivants : pH, DCO et indice en hydrocarbures totaux. L'exploitant effectue aussi, **deux fois par an**, en période de basses eaux, et en période de hautes eaux une mesure du niveau d'eau dans le piézomètre. »

Vu l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement rédigé suite à l'inspection du 26 février 2025 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 31 mars 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 26 février 2025 et de suite à l'examen des documents communiqués par l'exploitant, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- **La présence de déchets non autorisés dans l'établissement a été constatée. Il s'agit notamment de bâches plastiques (près de 2 bennes), de bois de toute nature (potentiellement de catégorie A : bois vierge, B : bois revêtu ou traité non dangereux, voire C : bois revêtu ou traité dangereux) qui représente un volume relativement important (supérieur à 1 700 m³). La présence de ces déchets de bois constitue à minima une installation classée de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de bois (rubrique 2714 sous le régime de l'enregistrement) qui n'est pas enregistrée ;**
- **La hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans l'emprise du site dépasse nettement 3 m. La hauteur atteinte a été évaluée à environ 8 m, aussi bien pour les stocks de falun que pour les apports de remblais.**

- Le plan des installations communiqué par l'exploitant date du 14/09/2021. **Les indications figurant sur ce plan ne sont pas à jour depuis plus de 3 ans** et ne correspondent pas à la situation constatée (si ce n'est l'emplacement général de l'activité « en cours ») lors de l'inspection. Ce plan **ne comporte pas l'ensemble des informations prévues** par l'autorisation d'exploiter.
- **L'exploitant n'a pas renseigné le questionnaire relatif à l'activité de la carrière depuis 2021.**
- **La surface totale en chantier a été estimée à 1, 5 ha alors que l'autorisation prévoit qu'elle n'excède pas 1, 1 ha.**
- **L'exploitant n'a pas réalisé la totalité de la surveillance relative à l'eau prescrite par l'autorisation d'exploiter. L'exploitant ne dispose pas d'analyse relative au puits situé au lieu-dit « La Largerie » et au forage F4. L'exploitant ne dispose pas de l'analyse quinquennale (approfondie) prescrite sur les paramètres ammonium, phosphates, chlorures, DCO, COT, fluorures, sulfates, phénols, les métaux lourds (Sb, As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Co, Hg, Pb, Mo, Ni, Se, V et Zn), HAP, PCB et BTEX. La dernière analyse de ce type connue de l'administration date de janvier 2018. L'exploitant a effectué une seule mesure du niveau d'eau dans le piézomètre en 2024 alors que 2 mesures par an sont prescrites (une en période de basses eaux, et une en période de hautes eaux).**

Considérant que les installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de bois relèvent au moins du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées applicable lorsque le volume stocké est supérieur ou égale à 1000 m³ ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article L.512-7 du Code de l'environnement ainsi que des articles 2.2.1, 2.4.5, 2.4.6, 2.5.1 et 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions des articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Justeau Frères de respecter les prescriptions de l'article L.512-7 du Code de l'environnement et des articles 2.2.1, 2.4.5, 2.4.6, 2.5.1 et 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Maine-et-Loire

ARRÊTE

Article 1 - La société Justeau Frères dont le siège social est situé 1 rue Principale – 49700 Louresse-Rochemenier, exploitant une carrière, au lieu-dit « Le Moulin Tessier » à Noyant-la-Plaine sur la commune de Tuffalun, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article L.512-7 du Code de l'environnement et des articles 2.2.1, 2.4.5, 2.4.6, 2.5.1 et 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé **dans les délais précisés ci-dessous**, à compter de la notification du présent arrêté :

- a) **Plans** : 15 jours pour l'article 2.4.5 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- b) **Enquête annuelle** : 1 mois pour l'article 2.4.6 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- c) **Intégration paysagère** : 2 mois pour l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- d) **Remise en état** : 2 mois pour l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;
- e) **Surveillance relative à l'eau** : 2 mois pour l'article 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2016 modifié, susvisé ;

- f) **Conformité du dossier** : 3 mois pour l'article L.512-7 du Code de l'environnement.

À cet effet, l'exploitant :

- a) adresse au préfet un plan à jour et conforme des installations ;
- b) renseigne en ligne (GEREP) le questionnaire relatif à l'activité de la carrière de l'année 2024 ;
- c) ajuste la hauteur des stockages de matériaux (extraits ou apports) présents dans l'emprise du site pour qu'elle ne dépasse pas 3 m ;
- d) prend les dispositions utiles pour que la surface totale en chantier dans l'établissement n'excède pas 1,1 ha ;
- e) effectue la surveillance des eaux prescrite (analyses et suivi piézométrique) ;
- f) sollicite la régularisation de la situation administrative de l'installation classée de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de bois (rubrique 2714 sous le régime de l'enregistrement) soit :
 - si les règles d'urbanisme le permettent, en déposant un dossier de demande d'enregistrement en préfecture ;
 - en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-7-6 ou L. 512-12-1 (selon la capacité de malaxage de l'installation) du Code de l'environnement.

Concernant cette demande de régularisation, **dans un délai de 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître au préfet laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure sur cet aspect :

- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, l'exploitant fournit un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R.512-46-25 du Code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement ou une déclaration (poursuite de l'activité), l'exploitant fournit les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (par exemple, commande à un bureau d'étude).

Article 2 - L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard dans la semaine qui suit la fin des délais susmentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement; ainsi que la fermeture ou la suppression de l'installation illégale ;

Article 4 - En application de l'article L.221-8 du Code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formée contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 5 - Le présent arrêté est notifié à la société Justeau Frères et publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en est adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;
- Monsieur le Sous-préfet de Saumur
- Madame le Maire de la commune de Tuffalun ;
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **06 MAI 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire général

Emmanuel LE ROY

